

No. 36597

**France
and
Hungary**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Hungary on cooperation relating to internal affairs. Budapest, 16 January 1997

Entry into force: *25 June 1999, in accordance with article 17*

Authentic texts: *French and Hungarian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 26 April 2000*

**France
et
Hongrie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Hongrie relatif à la coopération en matière d'affaires intérieures. Budapest, 16 janvier 1997

Entrée en vigueur : *25 juin 1999, conformément à l'article 17*

Textes authentiques : *français et hongrois*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 26 avril 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE RELATIF
À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTÉRIEURES

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Hongrie ci-après dénommés les parties,

Désireux de contribuer au développement de leurs relations bilatérales dans le cadre du traité d'entente et d'amitié entre la République Française et la République de Hongrie, signé à Paris le 11 septembre 1991,

Mus par la volonté de contribuer activement à la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes,

Souhaitant augmenter l'efficacité de leur coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière,

Désireux de coordonner leurs actions dans le domaine de la Sécurité Civile notamment des sapeurs-pompiers,

Décidés à développer les actions engagées en matière d'administration générale et locale,

Soucieux de resserrer les liens d'amitié et de coopération déjà existants entre les deux Etats,

Respectueux des conventions internationales en vigueur,
sont convenus de ce qui suit :

TITRE 1 - COOPÉRATION POLICIÈRE

Article 1

Dans le respect des législations nationales et dans le cadre de leurs compétences, les parties mènent une coopération technique et opérationnelle en matière de police et s'accordent mutuellement assistance dans les domaines suivants

- 1 - la lutte contre le terrorisme,
- 2 - la lutte contre la criminalité organisée,
- 3 - la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et de leurs précurseurs et contre le blanchiment de fonds,
- 4 - la lutte contre l'immigration irrégulière et la fraude documentaire s'y rapportant,
- 5 - la sûreté du transport aérien,
- 6 - la lutte contre les faux et les contrefaçons,
- 7 - le maintien de l'ordre public,
- 8 - la police technique et scientifique,

- 9 - la gestion et la formation des personnels,
- 10 - le trafic des êtres humains,
- 11 - le trafic d'enfants et la prostitution des enfants,
- 12 - la lutte contre la délinquance économique et financière.

Cette coopération peut être étendue à tous les domaines qui se révéleront utiles.

Article 2

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les parties procèdent à:

- a) des échanges d'informations relatives aux actes de terrorisme projetés ou commis, aux modes d'exécution et aux moyens techniques utilisés pour l'exécution de tels actes,
- b) des échanges d'informations relatives aux groupes de terroristes et aux membres de ces groupes dont l'action est prévue, se déroule ou s'est déroulée sur le territoire de l'une des parties et porte atteinte aux intérêts de l'autre partie.

Article 3

Pour empêcher la culture, l'extraction, la production, l'importation, l'exportation, le transfert et la commercialisation illicites de stupéfiants et de substances psychotropes ainsi que le commerce illicite des précurseurs placés sous contrôle international, servant de matière première pour la production de ces substances, les parties prennent des mesures coordonnées et procèdent à

- a) des échanges d'informations relatives aux personnes participant à la production et au trafic illicites de drogues et de substances psychotropes, aux méthodes utilisées par celles-ci, à leurs caches et à leurs moyens de transport, aux lieux d'origine et de destination des drogues et des substances psychotropes ainsi que de tous détails particuliers relatifs à ces infractions, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention d'un acte criminel ou à la répression d'une infraction commise en violation de la convention unique sur les stupéfiants signée à New-York le 30 mars 1961 ainsi que du protocole la complétant et la modifiant, signé à Genève le 25 mars 1972, de la convention sur les substances psychotropes signée à Vienne le 21 février 1971 et des conventions de l'ONU contre le commerce illicite de stupéfiants et de substances psychotropes signées à Vienne le 19 décembre 1988,
- b) des échanges d'informations sur les méthodes courantes du commerce international illicite de drogue,
- c) des échanges de résultats des recherches de criminalistique et criminologiques menées par elles dans les domaines du trafic illicite des drogues et de l'abus de drogue,
- d) des échanges d'échantillons de drogues et de substances pouvant faire l'objet d'abus,
- e) des échanges de résultats des expériences relatives au contrôle et au commerce légal de drogues, de stupéfiants et de substances psychotropes ainsi que des précurseurs.

Article 4

Les parties coopèrent à la prévention des autres formes graves de criminalité internationale. Aux fins de cette coopération :

a) les parties se communiquent les informations relatives aux personnes soupçonnées de prendre part à des formes graves de criminalité internationale, aux relations entre ces personnes, à la structure, au fonctionnement et aux méthodes des organisations criminelles, aux circonstances des crimes commis dans ce contexte, ainsi qu'aux dispositions légales enfreintes et aux mesures prises, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention de telles infractions;

b) chacune des parties prend, à la demande de l'autre partie, les mesures policières permises par la législation de son État si elles apparaissent nécessaires aux fins du présent accord;

c) les parties coopèrent sous forme de mesures policières coordonnées et d'assistance réciproque en personnel et en matériel;

d) les parties se communiquent les informations relatives aux méthodes et aux nouvelles formes de la criminalité internationale. Dans ce cadre, chacune des parties peut mettre à la disposition de l'autre, à sa demande, des échantillons de matériaux et d'objets et les informations relatives à ceux-ci;

e) les parties échangent les résultats des recherches qu'elles mènent en criminalistique et en criminologie et s'informent mutuellement de leur pratique d'enquête, de leurs méthodes et de leurs moyens de lutte contre la criminalité internationale, en vue de les développer;

f) chacune des parties envoie à l'autre des spécialistes dans le but d'acquérir des connaissances professionnelles de haut niveau et de découvrir les moyens, méthodes et techniques modernes de lutte contre la criminalité internationale utilisés par l'autre partie.

TITRE II - COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ
CIVILE ET NOTAMMENT DES SAPEURS-POMPIERS

Article 5

Les parties s'accordent à développer une coopération dans le domaine de la sécurité civile et notamment des sapeurs-pompiers sous les formes suivantes:

- échanges d'informations, d'expériences et de visites,
- expertise des matériels utilisés,
- actions de formation.

Article 6

En fonction de ses disponibilités, l'État requis envoie, sur demande expresse de l'État requérant, des équipes de secours spécialisés selon la nature de la catastrophe. L'envoi d'une telle mission est pris en charge financièrement par l'État requérant.

TITRE III - COOPÉRATION JURIDIQUE

Article 7

En matière de coopération juridique, les parties décident de réaliser des échanges dans les domaines suivants:

- protection et réglementation des libertés publiques,
- protection des libertés individuelles, notamment en matière de traitement automatisé des informations nominatives,
- réglementation et exercice de la police administrative,
- circulation des personnes, droit des étrangers et droit de la nationalité,
- élaboration des actes législatifs et réglementaires et techniques d'élaboration et de codification des textes.

TITRE IV - COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Article 8

En matière d'administration d'État, les parties mettent en place une coopération, notamment dans les domaines suivants:

- répartition des fonctions de l'administration d'État entre l'échelon central et l'échelon territorial,
- représentation de l'État sur le territoire,
- réforme de l'administration territoriale d'État,
- élections,
- contrôle de légalité et contrôle financier des collectivités locales.

Article 9

En matière de renforcement de la gestion démocratique des collectivités locales, les parties coopèrent dans les domaines suivants:

- répartition des fonctions entre l'État et les collectivités locales,
- information des citoyens et des élus locaux : documentations, publications,
- facilitation des échanges d'expérience en matière de coopération des collectivités locales au sein de l'Union Européenne.

TITRE V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 10

Dans chacun des domaines faisant l'objet de titres spécifiques du présent accord, les coopérations techniques auront pour objet principal :

- la formation générale et spécialisée,
- les échanges d'informations et d'expérience professionnelle,
- le conseil technique,
- l'échange de documentation spécialisée.

Article 11

Les coopérations techniques, susceptibles d'être mises en oeuvre dans les domaines mentionnés dans le présent accord, font l'objet en cas de besoin, d'échanges de lettres ou d'arrangements techniques ou administratifs entre les ministres concernés, afin de préciser les modalités de réalisation des actions retenues.

Article 12

La coopération dans les domaines mentionnés dans le présent accord se développe par l'entremise des organismes désignés par chaque Ministre de l'Intérieur à l'autre.

Article 13

La mise en oeuvre de ces coopérations fait l'objet d'une programmation annuelle. Cette programmation fera ressortir la contribution de chaque partie, dans la limite de leurs ressources budgétaires.

Article 14

Si l'une des deux parties, saisie d'une demande formulée dans le cadre du présent accord, estime que son acceptation porterait atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son État, cette partie peut rejeter la dite demande.

Article 15

Les données nominatives communiquées à l'autre partie dans le cadre de la coopération instituée par le présent accord sont soumises aux conditions suivantes :

- a) la partie destinataire de données nominatives ne peut les utiliser qu'aux fins et conditions définies par la partie émettrice, y compris les délais au terme desquels ces données doivent être détruites selon sa propre législation;
- b) la partie destinataire de données nominatives informe la partie émettrice, à sa demande, de l'usage qui en est fait et des résultats obtenus;
- c) les données nominatives sont transmises aux seules autorités compétentes pour l'activité à laquelle ces données sont nécessaires;
- d) la partie émettrice garantit l'exactitude des données communiquées après s'être assurée de la nécessité et de l'adéquation de cette communication à l'objectif recherché, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans son État. S'il est établi que des données inexactes ou non communicables ont été communiquées, la partie

émettrice en informe sans délai la partie destinataire, qui corrige les données inexactes ou détruit les données non communicables;

e) toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les autorités compétentes en vue de savoir si elles détiennent des informations la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chaque État;

f) les données nominatives doivent être détruites dès qu'elles n'ont plus d'usage pour la partie destinataire, même si les délais légaux de la partie destinataire ne sont pas encore déçus. La partie destinataire informe sans délai la partie émettrice de la destruction des données communiquées en lui précisant les motifs de cette destruction;

g) chacune des parties tient un registre des données communiquées et de leur destruction;

h) les parties garantissent la protection des données nominatives qui leur sont communiquées contre tout accès non autorisé, toute modification et toute publication.

Article 16

1 - Chacune des parties garantit la confidentialité des informations fournies par l'autre Partie, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans l'État de cette dernière.

2 - Les échantillons et informations techniques communiqués dans le cadre du présent accord ne peuvent être transmis à un État tiers sans l'accord de la partie qui les a fournis.

Article 17

Chacune des parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le trentième jour suivant l'échange des notes diplomatiques de notification.

Le présent accord est conclu par les parties pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par chacune des parties par la voie diplomatique. Sa résiliation prend effet au terme d'un délai de six mois à compter de sa notification par l'autre partie.

En foi de quoi, les représentants des deux parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Budapest, le 16 janvier 1997, en deux exemplaires, en langues française et hongroise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:
Le Ministre de l'Intérieur,
JEAN-LOUIS DEBRÉ

Pour le Gouvernement de la République de Hongrie:
Le Ministre de l'Intérieur,
GÁBOR KUNCZE

[HUNGARIAN TEXT — TEXTE HONGROIS]

EGYEZMÉNY

**a Francia Köztársaság Kormánya és a
Magyar Köztársaság Kormánya között a
belügyi együttműködésről**

A Francia Köztársaság Kormánya és a Magyar Köztársaság Kormánya
(a továbbiakban: a Felek)

σ

attól a törekvéstől vezérelve, hogy a Francia Köztársaság és a Magyar Köztársaság között az egyetértésről és barátságról, 1991. szeptember 11-én Párizsban aláírt szerződés keretében hozzájáruljanak kétoldalú kapcsolataik fejlődéséhez,

kifejezve eltökéltségüket, hogy aktívan részt vegyenek a bármely formában megjelenő bűnözés elleni harcban,

arra törekedve, hogy növeljék a jogellenes bevándorlás elleni harcban való együttműködésük hatékonyságát,

attól a törekvéstől vezérelve, hogy összehangolják cselekvésüket a polgári védelem és a tűzoltás területén,

azzal a határozott szándékkal, hogy továbbfejlesszék az általános és helyi közigazgatás tárgyában elkezdett akciókat,

arra törekedve, hogy még szorosabbá fűzzék a két állam között fennálló baráti és együttműködési kapcsolatokat,

tiszteletben tartva a hatályban lévő nemzetközi egyezményeket,

az alábbiakban állapodtak meg:

I. CÍM - RENDŐRSÉGI EGYÜTTMŰKÖDÉS

1. Cikk

A Felek - országaik jogrendjének rendelkezéseit figyelembe véve - illetékességi területükön szakmai és operatív együttműködést valósítanak meg, s kölcsönösen segítséget nyújtanak egymásnak az alább felsorolt területeken:

1. a terrorizmus elleni harc,
2. a szervezett bűnözés elleni harc,
3. a kábítószeres és prekursorok tiltott forgalmazása és a pénzmosás elleni harc,
4. a jogellenes bevándorlás és az azzal kapcsolatos okmányokkal való visszaélés elleni harc,
5. a légi közlekedés biztonsága,
6. a hamisítások és hamisítványok elleni harc,
7. a közrend fenntartása,
8. a rendőri munka technikai és tudományos vonatkozásai,
9. a személyzeti munka és a képzés,
10. embercsempészet,
11. a gyermekkereskedelem és gyermekprostitúció,
12. a gazdasági és pénzügyi bűnözés elleni harc.

Az együttműködés bármely egyéb, hasznosnak bizonyuló területre kiterjeszhető.

2. Cikk

A terrorizmus leküzdésére a Felek

a) adatokat cserélnek a tervezett vagy elkövetett terrorakciókról, a végrehajtás módjáról és a végrehajtás során használt technikai eszközökről,

b) adatokat cserélnek azokról a terrorista csoportokról, illetve azok tagjairól, amelyek cselekményeiket egyik Fél országának területén tervezik végrehajtani, hajtották vagy hajtották végre a másik Fél országának kárára.

3. Cikk

A kábítószerek és pszichotróp anyagok tiltott termesztésének, kinyerésének, előállításának, behozatalának, kivitelének, átszállításának és forgalmazásának, valamint ezen anyagok előállítására szolgáló nemzetközi ellenőrzés alatt álló prekursorok tiltott kereskedelmének és felhasználásának megakadályozására a Felek összehangolt intézkedéseket tesznek, és kicserélik:

a) a kábítószerek és pszichotróp anyagok tiltott előállításában és kereskedelmében részt vevő személyekre, az általuk használt módszerekre, rejtékhelyeikre és szállítóeszközöikre, a kábítószerek és pszichotróp anyagok származási és rendeltetési helyeire, valamint az ilyen bűncselekmények különleges részleteire vonatkozó adataikat, amennyiben ez bűncselekmény megakadályozásához vagy a kábítószerekkel kapcsolatos, a New Yorkban 1961. március 30-án kelt Egységes Kábítószer Egyezmény, valamint a módosításáról és kiegészítéséről Genfben, 1972. március 25-én kelt Jegyzőkönyv, továbbá A pszichotróp anyagokról szóló, Bécsben, 1971. február 21-én aláírt Egyezmény, illetve A kábítószerek és pszichotróp anyagok tiltott forgalmazása elleni, 1988. december 19-én Bécsben kelt ENSZ egyezmények megsértésével elkövetett bűncselekmény elhárításához szükséges,

b) a tiltott nemzetközi kábító-szerkereskedelem szokásos módszereivel kapcsolatos adataikat,

c) a tiltott kábítószer-kereskedelemre és a kábítószerekkel való visszaélésre vonatkozó kriminalisztikai és kriminológiai kutatási eredményeiket,

d) kábítószerekből és visszaélésre alkalmas anyagokból vett mintáikat,

e) A kábítószerek és pszichotróp anyagok, valamint a prekursorok ellenőrzésével és legális kereskedelmével kapcsolatos tapasztalati eredményeiket.

4. Cikk

A Felek együttműködnek a nemzetközi bűnözés egyéb súlyos formáinak megakadályozásában. Ennek során:

a) közlik egymással a nemzetközi bűnözés súlyos formáiban való részvétellel gyanúsított személyek adatait, az ezen személyek kapcsolataira, a bűnöző szervezetek felépítésére, működésére és módszereire vonatkozó adataikat, az így elkövetett bűncselekmények körülményeit, valamint a megsértett jogszabályokat és a megtett intézkedéseket, amennyiben ez az ilyen bűncselekmények megakadályozásához szükséges,

b) a másik Fél megkeresésére mindegyik Fél olyan rendőri intézkedéseket fogantat, amelyeket államának joga megenged, amennyiben azok jelen Egyezmény végrehajtásához szükségesek,

c) a Felek együttműködnek egyeztetett rendőri intézkedések és kölcsönös segítségnyújtás formájában, személyi és tárgyi vonatkozásban egyaránt,

d) a Felek adatokat cserélnek a nemzetközi bűnözés elkövetési módszereiről, új formáiról. Ennek keretében kérésre egymás rendelkezésére bocsáthatnak anyagmintákat és tárgyakat, valamint az ezekre vonatkozó adatokat,

e) a Felek kicserélik kriminalisztikai és kriminológiai kutatási eredményeiket, kölcsönösen tájékoztatják egymást a nyomozások gyakorlatáról, a nemzetközi bűnözés elleni módszereikről és eszközeikről, azok továbbfejlesztése céljából,

f) a Felek szakembereket küldenek egymáshoz magas szintű szakismeretek megszerzése s a másik Fél által a nemzetközi bűnözéssel szemben alkalmazott korszerű eszközök, módszerek és technikák megismerése céljából.

II. CÍM - EGYÜTTMŰKÖDÉS A POLGÁRI VÉDELEM ÉS TŰZVÉDELEM TERÜLETÉN

5. Cikk

A Felek megállapodtak abban, hogy együttműködést alakítanak ki a polgári védelem és a tűzvédelem területén az alább felsorolt formákban:

- információ- és tapasztalatcsere, cserelátogatások;
- az alkalmazott eszközök szakértői vizsgálata;
- továbbképzések lebonyolítása.

6. Cikk

A megkeresett állam a rendelkezésére álló eszközök függvényében, a megkereső állam kifejezett kérésére speciális mentőalakulatokat küld a katasztrófavédelem területén megfelelően. Az ilyen misszió kiküldésének költségeit a megkereső állam fedezi.

III. CÍM - JOGI EGYÜTTMŰKÖDÉS

7. Cikk

A Felek elhatározták, hogy a jogi együttműködést illetően cserekapcsolatokat valósítanak meg az alábbi területeken:

- a kollektív szabadságjogok védelme és szabályozása,
- az egyéni szabadságjogok védelme, különösen a személyes adatok számítógépes kezelése kapcsán,
- az igazgatásrendszer szabályozása és működtetése,
- személyek mozgása, idegenek jogai, állampolgársági jog,
- a törvényhozási valamint az egyéb jogszabályi eljárások előkészítésében, továbbá a jogszabályok előkészítésének és kodifikációjának technikáiban.

IV. CÍM - KÖZIGAZGATÁSI EGYÜTTMŰKÖDÉS

8. Cikk

A Felek a központi közigazgatás terén együttműködést valósítanak meg, elsősorban a következő területeken:

- központi igazgatás funkcióinak megosztása központi és területi szinten
- az állam képviselte területi szinten,
- a területi közigazgatás reformja,
- választások,
- az önkormányzatok törvényességi és pénzügyi ellenőrzése.

9. Cikk

A Felek a demokratikus önkormányzás erősítése tárgyában együttműködnek az alábbi területeken:

- az állami és önkormányzati funkciók megosztása,
- az állampolgárok és a helyi képviselők tájékoztatása: kiadványok és publikációk,
- az uniós együttműködés önkormányzatokat érintő tapasztalatai átadásának elősegítése.

V. CÍM - ÁLTALÁNOS RENDELKEZÉSEK

10. Cikk

Jelen egyezmény valamennyi külön címhez tartozó területein a szakmai együttműködés tárgyát képezi:

- az általános és speciális képzés,
- a szakmai információ- és tapasztalatcsere,
- a technikai tanácsadás,
- a szakmai dokumentáció cseréje.

11. Cikk

A jelen egyezményben említett területeken megvalósítandó szakmai együttműködésre vonatkozóan a Belügyminiszterek szükség esetén levélváltással illetve szakmai vagy adminisztrációs megállapodások útján rögzíthetik az elhatározott akciók megvalósulásának módozatait.

12. Cikk

A jelen egyezményben szereplő területeken történő együttműködés a Belügyminiszterek által kijelölt szervezetek közreműködésével valósul meg.

13. Cikk

Az együttműködés megvalósítására éves programok keretében kerül sor. A programokban szerepelnie kell mindegyik Fél hozzájárulásának költségvetési forrásai mértékében.

14. Cikk

Ha jelen egyezmény keretében az egyik Félhez olyan megkeresés érkezik, amelynek elfogadása megítélése szerint államának szuverenitását, biztonságát, közrendjét vagy egyéb alapvető érdekeit fenyegetné, e megkeresést az adott Fél elutasíthatja.

15. Cikk

A jelen egyezmény keretében megvalósuló együttműködés során a másik Félnek átadott, személyre vonatkozó adatokra a következő feltételek érvényesek:

a) a fogadó Fél a személyre vonatkozó adatokat csak az átadó Fél által megadott célra és az általa közölt feltételekkel használhatja fel, beleértve azon határidőt is, amikor ezeket az adatokat saját jogrendje szerint törölni kell;

b) a fogadó Fél az átadó Fél kérésére tájékoztatást nyújt az átadott adatok felhasználásáról és az ezáltal elért eredményekről;

c) a személyre vonatkozó adatokat kizárólag az illetékes hatóságok kapják, s kizárólag ahhoz a tevékenységhez, amelyhez ezen adatok szükségesek;

d) az átadó Fél garantálja az átadott adatok helyességét, miután meggyőződött arról, hogy az átadás szükséges és megfelel a kitűzött célnak, valamint az államában érvényes törvényi és egyéb jogszabályi rendelkezéseknek. Ha bebizonyosodik, hogy téves, vagy át nem adható adatok is átadásra kerültek, úgy erről az átadó Fél haladéktalanul tájékoztatja a fogadó Felet, amely helyesbíti a téves adatokat, illetve megsemmisíti az át nem adhatókat;

e) minden olyan személy, aki igazolja személyazonosságát, jogosult felvilágosítást kérni az illetékes hatóságoktól arra nézve, hogy rendelkeznek-e a személyre vonatkozó adatokkal, s adott esetben az adott államban hatályos törvényi és egyéb jogszabályi rendelkezésekkel összhangban kérni ezen adatok közlését;

f) a személyre vonatkozó adatokat törölni kell, mihelyt befejezi használatukat a fogadó Fél, még akkor is, ha a fogadó Félnél érvényes törlési határidő még nem járt le. A fogadó Fél az átadó Felet haladéktalanul értesíti az átadott adatok megsemmisítéséről és annak okáról;

g) az átadott adatokról és azok megsemmisítéséről mindkét Fél nyilvántartást vezet;

h) a Felek biztosítják az átadott, személyre vonatkozó adatok védelmét az illetéktelen hozzáférés, változtatás és nyilvánosságra hozatal ellen.

16. Cikk

1) Mindkét Fél biztosítja a másik Fél által átadott adatok bizalmosságát, összhangban az ezen Fél államában hatályos törvényi és egyéb jogszabályi rendelkezésekkel.

2) A megállapodás keretében átadott minták és adatok harmadik állam részére történő továbbadása csak az átadó Fél hozzájárulásával történhet.

17. Cikk

A Felek tájékoztatják egymást a jelen egyezmény hatályba léptetéséhez országukban szükséges alkotmányos eljárások megtörténtéről, az egyezmény a diplomáciai jegyzékváltást követő harmincadik napon lép hatályba.

A Felek ezt az Egyezményt határozatlan időre kötik. Az Egyezményt bármelyik Fél diplomáciai úton felmondhatja. A felmondás attól az időponttól számított hat hónap elteltével lép hatályba, amikor az a másik Félhez megérkezett.

Ennek hitelesül a két Fél szabályosan meghatalmazott képviselői jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel látták el.

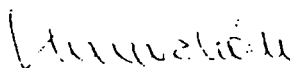
Kelt Budapesten, 1997. év január hónap 16. napján, két példányban, francia és magyar nyelven, mindkét szöveg egyaránt hiteles.

A Francia Köztársaság Kormánya
nevében



Jean-Louis DEBRÉ

A Magyar Köztársaság Kormánya
nevében



KUNCZE Gábor

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF HUNGARY ON COOPERATION RELATING TO INTERNAL AFFAIRS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Hungary, hereinafter referred to as the Parties,

Wishing to contribute to the promotion of their bilateral relations in the framework of the treaty of friendship and cooperation between the French Republic and the Republic of Hungary, signed in Paris on 11 September 1991,

Prompted by the desire to contribute actively to the fight against crime in all its forms,

Wishing to enhance the effectiveness of their cooperation in efforts to combat illegal immigration,

Wishing to coordinate their actions in the area of civil security, particularly in relation to firefighters,

Resolved to develop the actions undertaken in matters relating to general and local administration,

Anxious to strengthen the existing ties of friendship and cooperation between the two States,

Taking into account the international conventions in force,

Have agreed as follows:

CHAPTER I. POLICE COOPERATION

Article 1

Subject to their domestic legislation and within their jurisdictions, the Parties shall afford each other technical and operational cooperation in matters relating to policing and shall assist one another in the following areas:

- (1) Combating terrorism;
- (2) Combating organized crime;
- (3) Combating the illicit traffic in narcotic drugs and their precursors and combating money laundering;
- (4) Combating illegal immigration and documentary fraud in connection therewith;
- (5) Ensuring the security of air transport;
- (6) Combating forgery and counterfeiting;
- (7) Maintaining public order;
- (8) Technical and scientific police work;
- (9) Personnel management and training;

- (10) Combating the traffic in persons;
- (11) Combating the traffic in children and child prostitution;
- (12) Combating economic and financial crime.

This cooperation may be extended to all areas that prove to be useful.

Article 2

Within the framework of the fight against terrorism, the Parties shall:

- (a) Exchange information on acts of terrorism that are being planned or have been committed, the methods of execution and the technology used to carry out such acts;
- (b) Exchange information on terrorist groups and members of such groups which are planning or committing, or which have committed, in the territory of either Party acts that are prejudicial to the interests of the other Party.

Article 3

In order to prevent the illicit cultivation, extraction, production, import, export, transfer and marketing of narcotic drugs and psychotropic substances and the illicit trade in precursors subject to international control which are used as raw materials for the production of these substances, the Parties shall take coordinated measures to:

- (a) Exchange information on persons participating in the illicit production and trafficking of drugs and psychotropic substances, the methods used by such persons, their hiding places and means of transport, the places of origin and destinations of drugs and psychotropic substances, and any specific details relating to these offences, insofar as this is necessary for the prevention of a criminal act or the punishment of an offence committed in violation of the Single Convention on Narcotic Drugs signed in New York on 30 March 1961 and the Protocol supplementing and amending it, signed in Geneva on 25 March 1972; the Convention on Psychotropic Substances signed in Vienna on 21 February 1971; and the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances signed in Vienna on 19 December 1988;
- (b) Exchange information on methods currently used in the illicit international traffic of drugs;
- (c) Exchange the results of criminal science and criminological research carried out by them in the areas of illicit drug trafficking and drug abuse;
- (d) Exchange samples of drugs and substances that may be abused;
- (e) Exchange the results of experiences concerning the control and legal sale of drugs, narcotic drugs, psychotropic substances and precursors.

Article 4

The Parties shall cooperate for the prevention of other serious forms of international crime. For the purposes of such cooperation:

(a) The Parties shall transmit to one another information concerning persons suspected of participating in serious forms of international crime, the links between such persons, the structure, operation and methods of criminal organizations and the circumstances of crimes committed in this context, as well as the legal provisions breached and the measures taken, insofar as this is necessary to prevent such offences;

(b) Each Party shall implement, at the request of the other Party, the policing measures permitted under the legislation of its State if such measures are deemed necessary for the purposes of this Agreement;

(c) The Parties shall cooperate by means of coordinated policing measures and reciprocal assistance with respect to personnel and equipment;

(d) The Parties shall transmit to one another information on the methods and new forms of international crime. Within this framework, either Party may make available to the other, at its request, samples of materials and objects and information pertaining thereto;

(e) The Parties shall exchange the results of the research they are conducting in criminal science and criminology and inform one another of their investigative practice, methods and the tools they use to combat international crime with a view to improving them;

(f) Each Party shall send specialists to the other Party for the purpose of acquiring advanced professional knowledge and seeing the modern tools, methods and techniques used by the other Party in combatting international crime.

CHAPTER II. COOPERATION IN MATTERS RELATING TO CIVIL SECURITY,
PARTICULARLY IN RELATION TO FIREFIGHTERS

Article 5

The Parties agree to develop cooperation in matters relating to civil security, particularly in relation to firefighters, in the following manner:

- Exchanges of information and experience, and visits;
- Expertise on materials used;
- Training initiatives.

Article 6

At the express request of either State, the requested State shall, to the extent of its available capacity, dispatch specialized rescue teams depending on the nature of the emergency. The cost of dispatching such a mission shall be borne by the requesting State.

CHAPTER III. LEGAL COOPERATION

Article 7

In the area of legal cooperation, the Parties resolve to carry out exchanges in the following areas:

- Protection and regulation of civil liberties;
- Protection of individual freedoms, particularly in relation to the automated processing of personal information;
- Regulation and exercise of administrative police work;
- Movement of persons, law on aliens and nationality law;
- Drafting of legislative and regulatory decrees and techniques for drafting and codifying texts.

CHAPTER IV. ADMINISTRATIVE COOPERATION

Article 8

The Parties shall initiate cooperation in matters relating to State administration, particularly in the following areas:

- Division of State administrative functions between the central and territorial levels;
- Representation of the State in the national territory;
- Reform of the State's territorial administration;
- Elections;
- Legal and financial supervision of local authorities.

Article 9

With regard to the strengthening of the democratic management of local authorities, the Parties shall cooperate in the following areas:

- Division of functions between the State and local authorities;
- Information for citizens and local elected officials: documents, publications;
- Facilitating exchanges of experiences in the area of cooperation among local authorities within the European Union.

CHAPTER V. GENERAL PROVISIONS

Article 10

In each area of technical cooperation referred to in specific chapters of this Agreement, the main aims shall be:

- General and specialized training;

- Exchange of information and professional experience;
- Technical advice;
- Exchange of specialized documentation.

Article 11

Technical cooperation initiatives implemented in the areas referred to in this Agreement shall, where necessary, be the subject of exchanges of letters or technical or administrative arrangements between the Ministers concerned, with a view to specifying the modalities for implementing the actions envisaged.

Article 12

Cooperation in the areas referred to in this Agreement shall be pursued through agencies indicated by each Minister of the Interior to the other.

Article 13

A budget shall be prepared annually for the implementation of this cooperation. The contribution of each Party shall be determined in the context of the preparation of the budget and according to its budgetary resources.

Article 14

If either Party, having received a request made within the framework of this Agreement, considers that acceding thereto would be prejudicial to the sovereignty, security, public order or other essential interests of its State, it may refuse the aforesaid request.

Article 15

Personal data transmitted to the other Party within the framework of the cooperation instituted by this Agreement shall be subject to the following conditions:

(a) The Party receiving personal data may use them only for the purposes and in the conditions stipulated by the sending Party, including the time limits specified by the latter's legislation, upon expiration of which the data must be destroyed;

(b) The Party receiving the personal data shall inform the sending Party, upon request, of the use to which such data have been put and the results obtained;

(c) Personal data shall be transmitted only to the competent authorities for the activity for which such data are necessary;

(d) The sending Party shall guarantee the accuracy of the data transmitted, after verifying that such transmission is both necessary and appropriate in terms of the objective sought, in accordance with the laws and regulations in force in its State. If it is established that the data that have been transmitted are inaccurate or that they may not be communicat-

ed, the sending Party shall immediately inform the receiving Party, which shall correct the inaccurate data or destroy the data that may not be communicated;

(e) Every person who presents proper identification shall have the right to enquire of the competent authorities whether they have any information concerning him or her and, if that is the case, to have such information transmitted to him or her, in accordance with the laws and regulations in force in each State;

(f) Personal data must be destroyed once they are no longer needed by the receiving Party, even if the legal time limits of the receiving Party have yet to expire. The receiving Party shall immediately inform the sending Party of the destruction of data transmitted to it, specifying the grounds for so doing;

(g) Each Party shall keep a record of the data transmitted and of their destruction;

(h) The Parties shall ensure that personal data transmitted to them are protected against any unauthorized access, amendment or publication.

Article 16

1. Each Party shall ensure the confidentiality of information provided by the other Party, in accordance with the laws and regulations in force in the State of the latter.

2. Samples and technical information transmitted within the framework of this Agreement may not be communicated to any third State without the consent of the providing Party.

Article 17

Each Party shall notify the other of the completion of the domestic procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the thirtieth day after the exchange of diplomatic notes communicating this information.

This Agreement shall be concluded by the Parties for an indefinite period. It may be denounced by either Party through the diplomatic channel. Its termination shall take effect six months after notice thereof has been given by the other Party.

In witness whereof, the representatives of the two Parties, being duly authorized thereto, have signed and sealed this Agreement.

Done at Budapest on 16 January 1997, in two originals in the French and Hungarian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN-LOUIS DEBRÉ
Minister of the Interior

For the Government of the Republic of Hungary:

GÁBOR KUNCZE
Minister of the Interior

